



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des collectivités locales
et de la coordination interministérielle**

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-0327 du 24 mars 2025
portant modification des conditions d'exploiter et autorisant le changement
d'exploitant de la carrière de sables et graviers et de ses installations situées aux
lieux-dits « la Saulzie, la Grande Saulzie, le Cavalier et les Sables » sur le territoire des
communes de La Perche et d'Ainay le Vieil au profit de la société Matériaux
Recyclage et Béton du Centre (MRBC)

Le préfet Cher
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment son titre VIII du livre 1er et son livre V ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique 2510-1 ;
- Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;
- Vu** le décret du 14 février 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de Bourges ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2517 « station de transit de produits minéraux solides » ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2518 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n° 20-067 du 21 juillet 2020 approuvant le schéma régional des carrières Centre-Val de Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-01-0632 du 10 juin 2016 approuvant le schéma départemental des carrières du Cher ;

Vu l'arrêté du 17 octobre 2019 portant approbation du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Centre-Val de Loire ;

Vu l'arrêté du 4 février 2020 portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable, d'égalité des territoires de la région Centre-Val de Loire (SRADDET) ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant pour la période 2022-2027 ;

Vu l'arrêté du 15 mars 2022 portant approbation du plan de gestion du risque inondation (PGRI) sur le bassin Loire-Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1998 autorisant la société Les Sablières de La Perche à poursuivre l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes et à étendre la carrière précitée sur le territoire de la commune de La Perche aux lieux-dits « La Saulzie , la Grande Saulzie, le Cavalier et les Sables » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 portant autorisation de renouvellement et d'extension d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers exploitée par la SARL Les Sablières de La Perche et située aux lieux-dits « La Saulzie et la Grande Saulzie », sur le territoire des communes de La Perche et d'Ainay le Vieil ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-0223 du 3 mars 2025 accordant délégation de signature à monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de Bourges ;

Vu la déclaration du 27 novembre 2016, portant cessation d'activité partielle de la carrière exploitée par la SARL Les Sablières de La Perche, située aux lieux-dits « La Saulzie et la Grande Saulzie », sur le territoire de la commune de La Perche ;

Vu le procès verbal de récolement du 9 décembre 2016 actant la cessation partielle d'activité de la carrière et la remise en état des parcelles cadastrées section AD n° 50 à 62 situées aux lieux-dits « La Saulzie et la Grande Saulzie », sur le territoire de la commune de La Perche ;

Vu la demande en date du 18 juillet 2024, présentée par la société Les Sablières de La Perche, en vue de régulariser les activités de station de transit et de production de béton soumises à déclaration au titre des installations classées, exploitées sur le site de l'installation de traitement des matériaux sur la commune de La Perche ;

Vu la demande en date du 9 décembre 2024, complétée le 28 janvier 2025, présentée par la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) dont le siège social est situé au lieu-dit « les Orangeons » 36 330 Le Poinçonnet, en vue d'obtenir le transfert à son profit des autorisations d'exploiter la carrière et les installations susvisées ;

Vu la demande en date du 28 janvier 2025, présentée par la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC), en vue d'obtenir le rattachement de l'ensemble des installations (carrière et installations annexes) au site de la carrière réglementé par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 17 mars 2025 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant, notifié par courriel le 21 mars 2025 au titre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant le porter à connaissance transmis par la société Les Sablières de La Perche, en préfecture, portant demande de régularisation des activités relevant des rubriques 2517 et 2518 sous le régime de la déclaration ;

Considérant que les conditions d'exploitation de la carrière et des installations restent inchangées ;

Considérant que la demande de rattachement de l'ensemble des installations au site de la carrière est justifiée par la connexité des sites ;

Considérant que la demande de changement d'exploitant résulte de l'acquisition de la société Les Sablières de La Perche par la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) ;

Considérant que la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) atteste que la maîtrise foncière de la société Les Sablières de La Perche est intégralement et contractuellement transférée à la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) ;

Considérant que la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) présente les capacités techniques et financières pour poursuivre l'exploitation de ladite carrière et des installations annexes dans le respect des prescriptions réglementaires qui lui sont applicables ;

Considérant que la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) s'est engagée à respecter les prescriptions réglementaires concernant l'exploitation et la remise en état de la carrière et du site des installations ;

Considérant que la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) s'est engagée à justifier, dès la délivrance du présent arrêté préfectoral de changement d'exploitant, de la constitution des garanties financières pour la remise en état ;

Considérant que les modifications sollicitées ne présentent pas un caractère substantiel ;

Considérant qu'il convient d'adapter les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 5 octobre 1998 et du 23 décembre 2014 ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant qui n'a formulé aucune observation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014, portant autorisation de renouvellement et d'extension d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers exploitée par la SARL Les Sablières de La Perche et située aux lieux-dits « La Saulzie et la Grande Saulzie », sur le territoire des communes de La Perche et d'Ainay le Vieil, est adapté et complété selon les dispositions du présent arrêté.

Article 2

L'arrêté préfectoral du 5 octobre 1998 autorisant la société Les Sablières de La Perche à poursuivre l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes et à étendre la carrière précitée sur le territoire de la commune de La Perche est abrogé.

Article 3

Les autorisations accordées par l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1998 pour l'exploitation des installations de traitement des matériaux, de transit, de stockage et de production de béton situées aux lieux-dits « le Cavalier et les Sables » et par l'arrêté préfectoral n°2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers, sur le territoire des communes de La Perche et d'Ainay le Vieil aux lieux-dits « la Saulzie et la Grande Saulzie », précédemment détenue par la société Les Sablières de La Perche, sont transférées à la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC), dont le siège social est situé au lieu-dit « les Orangeons » 36 330 Le Poinçonnet.

Article 4

Les dispositions du chapitre 1.1 « Bénéficiaire et portée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 sont remplacées par :

« Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation »

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC), dont le siège social est situé au lieu-dit « les Orangeons » 36 330 Le Poinçonnet est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 modifié par le présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de La Perche et d'Ainay le Vieil, les installations détaillées dans les articles suivants.

Des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du titre 11 du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie. La réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

Article 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 octobre 1998 sont abrogées.

Article 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation. »

Article 5

Les dispositions des articles 1.2.1 et 1.2.2 « Liste des installations et situation de l'établissement » de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 sont remplacées par :

« Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées »

L'établissement relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement aux titres des rubriques suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2510 - 1	A	Exploitation de carrière			Superficie totale : 30 ha 68 a 13 ca Superficie exploitable : 19 ha 51 a 32 ca Production maximale : 50 000 t/an
2515 - 1a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres	Puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au	> 200 kW	293 kW

		produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation	fonctionnement de l'installation		
2517-2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux	Superficie de l'aire de transit	$> 5\,000\text{ m}^2$ $\leq 10\,000\text{ m}^2$	$9\,000\text{ m}^2$
2518-2	D	Installation de production de béton prêt à l'emploi	Capacité de malaxage	$\leq 3\text{ m}^3$	1 m^3
4718-2b	DC	Stockage de gaz inflammables liquéfiés et gaz naturel	Quantité totale susceptible d'être présente	$\geq 6\text{ t}$ $< 50\text{ t}$	$12,5\text{ t}$
1435	NC	Station service	Volume annuel distribué	$> 500\text{ m}^3$ $\leq 20\,000\text{ m}^3$	80 m^3
1532	NC	Stockage de bois	Volume stocké	$> 1\,000\text{ m}^3$ $\leq 20\,000\text{ m}^3$	100 m^3

A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC : Non Classé.

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Article 1.2.2 Situation de l'établissement

L'emprise autorisée pour la carrière est d'une superficie totale de $306\,813\text{ m}^2$ pour une surface exploitable de $195\,132\text{ m}^2$ et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral joint en annexe 1 du présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées).

Communes	Section cadastrale	Parcelles	Superficie autorisée en m^2	Superficie exploitable en m^2
La Perche	AB	33	5 279	4 700
	AB	34	1 457	1 457
	AB	46	9 970	0
	AB	51	980	0
	AB	98	11 760	0
	AB	99	31 420	21 120
	AB	100	26 480	14 085
	AB	101	18 470	2 035
	AB	103	10 175	6 870
	AB	104 pp	8 585	0
	AL	55	14 480	10 840
	AL	66	42 370	38 675
	AL	67	20 150	16 660
	AL	68	3 800	1 210
	AL	69	4 000	550
	AL	70	0*	0
	AL	74	0*	0
	AL	75	0*	0

Ainay le Vieil	AL	76	0*	0
	AL	77	0*	0
	AL	78	0*	0
	AL	79	0*	0
	AL	80	0*	0
	AL	81	0*	0
	AL	82	0*	0
	AL	85	23 510	10 510
	AL	86	11 670	9 190
	AL	87	10 657	9 280
	AL	88	27 850	25 490
	AL	89	9 700	9 700
	AL	90	14 050	12 760
	AL	114	0*	0
	AL	115	0*	0
	AL	116	0*	0
	AL	117	0*	0
	AL	118	0*	0
Superficie Totale			306 813	195 132

(*) Parcelles incluses dans l'espace de mobilité et exclues du périmètre autorisé.

Le centre de la carrière a pour coordonnées (système Lambert 93) x = 666 730 et Y = 6 617 290.

La carrière est située en lit majeur du Cher.

Les installations de traitement, de transit, de stockage et de production de béton sont implantées sur les parcelles suivantes :

Les parcelles suivantes :			
Commune	Section cadastrale	Parcelles	Superficie cadastrale en m²
La Perche	AB	50	14 980
		52	3196
		53	11 660
		54	21 570
		55	4 880
Superficie Totale			56 286

Article 6

Les dispositions du chapitre 1.6 « Garanties financières » de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 sont remplacées par :

« Chapitre 1.6 Garanties financières

Article 1.6.1 Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) visées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2012. Conformément au 2° du paragraphe IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières

est établi pour permettre la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

Article 1.6.2 Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en six périodes dont 5 périodes quinquennales et une période de 3 ans.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle :

Période	S1 (C1 = 15 555 €/ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ha)	L (C3 = 47 €/m)	S1C1 + S2C2 + S3C3 (€ TTC)	TOTAL en € TTC ($\alpha = 1,3815$)
Phase 3	0,755 ha	1,745 ha	1 060 m	121 016,00 €	167 565,00 €
Phase 4	0,68 ha	1,67 ha	665 m	98 729,00 €	136 706,00 €
Phase 5	0,565 ha	1,796 ha	500 m	93 478,00 €	129 435,00 €
Phase 6	0,565 ha	0,60 ha	320 m	44 271,00 €	61 299,00 €

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

L'indice TP01 (base 2010) utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au mois de novembre 2024, soit 130,2 (paru au JO le 16 janvier 2025).

Article 1.6.3 Montant des garanties financières

Avant la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- la valeur datée du dernier indice TP01.

Article 1.6.4 Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Conformément au V de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.

Article 1.6.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les 5 ans au prorata de la variation de l'indice TP01,
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 1.6.6 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 1.6.7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.6.8 Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code,
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant,
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné,
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné,
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique,
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

Article 1.6.9 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.
L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières. »

Article 7

Les dispositions de l'article 2.4.3 « Dispositions de remise en état » de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 sont complétées par :

« Article 2.4.3.3 Installations de traitement des matériaux, de transit, de stockage et de production de béton »

La remise en état de l'ensemble de l'aire des installations, des stocks et des bassins de décantation des eaux de lavage comprise dans les parcelles cadastrées section AB n° 50, 52 à 55 pour une superficie totale de 56 286 m² consiste à :

- l'enlèvement de l'ensemble des installations et des stocks,
- le comblement et le compactage des bassins de décantation des eaux de lavage des matériaux,
- le nivelage et la scarification de l'ensemble des aires après enlèvement des matériaux stabilisés qui y auraient été régalez,
- le régalez superficiel de 0,50 mètre de terres végétales,
- l'ensemencement en paille de l'ensemble des parcelles concernées.

Les haies, arbres et arbustes y existant en périphérie seront intégralement conservés, l'ensemble des merlons actuellement implantés sera remis à la cote initiale des terrains. »

Article 8

Les dispositions du chapitre 5.2 « Principes de gestion des déchets autres que les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière » de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 sont remplacées par :

« Chapitre 5.2 Principes de gestion des déchets autres que les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière »

Article 5.2.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation,
- b) Le recyclage,
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique,
- d) L'élimination.

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

6° D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Article 5.2.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique, conformément aux articles R. 543-225 à R. 543-227 du code de l'environnement.

Article 5.2.3 Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

Article 5.2.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.2.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Article 5.2.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.2.7 Autosurveillance des déchets

Conformément aux dispositions des articles R. 541-42 à R. 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Dans le cas où l'installation produit ou expédie des déchets dangereux en quantité supérieure à 2 t/an, l'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, dans sa déclaration annuelle prévue à l'article 9.4.3. »

Article 9

Les dispositions du chapitre 7.3 « Infrastructures et installations » de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 sont complétées par :

« Article 7.3.2 Installations électriques »

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Article 7.3.3 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Article 7.3.3.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Le décanteur/déshuileur doit faire l'objet d'un contrôle et d'un entretien régulier, et d'une vidange annuelle au minimum.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.3.3.2 Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Article 7.3.4 Ravitaillement, stationnement et entretien des engins

Le ravitaillement, le stationnement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ces eaux sont acheminées vers un déshuileur, dont le dimensionnement est adapté à la surface de l'aire de stationnement, au nombre d'engins stationnés (capacité des réservoirs) et à la météorologie locale. Les eaux en sortie sont dirigées vers un regard réservé aux analyses, avant rejet dans le bassin de décantation des eaux de lavage des matériaux.

Un plan d'implantation de l'ensemble des systèmes mis en place à ce titre est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 10

Les dispositions du titre 8 « Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 sont remplacées par :

« ARTICLE 8.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Article 8.1.1 Prélèvement et consommation d'eau

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

L'utilisation d'eau pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc.

Les eaux d'arrosage des pistes non revêtues et les eaux d'arrosage des stockages sont réutilisées chaque fois que possible.

Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées, les rejets de ces eaux à l'extérieur du site sont interdits.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un prélèvement en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Article 8.1.2 Collecte des effluents liquides

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non conforme aux dispositions de l'article 8.1.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les eaux résiduelles rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.

Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou canalisations), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.

Article 8.1.3 Type d'effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales non polluées,
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie y compris celles utilisées pour l'extinction,
- les eaux polluées : les eaux de procédé, les eaux des laveurs de roues... ,
- les eaux résiduelles après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur.

Article 8.1.4 Points de rejets

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange et sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet.

Sur chaque rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.5 Surveillance des rejets

Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées. Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.

Les eaux rejetées dans le milieu naturel (eaux pluviales polluées, eaux de nettoyage après décantation) respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

Paramètres	Valeurs limites	Fréquence pour les effluents rejetés au milieu naturel	Fréquence pour les effluents raccordés
T°	< 30 °C	La fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle. Si, pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs limites, les prélèvements et analyses sont effectués au minimum annuellement. Si un résultat d'une analyse est supérieur à la valeur limite autorisée, la fréquence des	La fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle.
pH	5,5 – 8,5		
MES	35 mg/l si > 15 kg/j		

DCO	125 mg/l	prélèvements et analyses est de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.	
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l		

Ces valeurs limites devront être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. »

Article 8.1.6 Prévention incendie complémentaire

L'interdiction de fumer est affichée aux abords de l'aire de ravitaillement en carburant des engins. Deux extincteurs de 9 kg type B homologués (NF MIN 55B) et un bac à sable de 2 m³ sont placés à proximité immédiate de cette aire.

La réserve d'eau est munie d'une pompe assurant un débit d'au moins 120 m³/h maintenue en bon état de fonctionnement et périodiquement contrôlée au moins tous les ans.

Article 8.1.7 Prévention de la pollution atmosphérique

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Les dispositifs de limitation d'émissions de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement de matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

« ARTICLE 8.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA RUBRIQUE 2515-1a (E) »

Les installations de broyage, concassage, criblage et lavage sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515. Elles doivent également respecter les dispositions suivantes :

Article 8.2.1 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétisme du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté.

Les aires recevant des installations fixes sont surélevées à une cote hors zone de crue normale.

La hauteur des tas de matériaux stockés est limitée à dix mètres.

Article 8.2.2 Locaux

Les eaux usées domestiques des locaux sanitaires sont évacuées vers un réseau d'assainissement ou traitées in situ conformément aux techniques de l'assainissement autonome et répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs.

Article 8.2.3 Aménagements

Les haies et espaces boisés sis dans la zone d'emprise sont intégralement conservés.

Les merlons existants sont conservés, dans la mesure où ils ne constituent pas une gêne pour l'écoulement des crues jusqu'à la cessation d'activité des installations.

En l'absence de gardiennage, toutes les issues sont fermées en dehors des heures d'exploitation.

Les dépôts et matériels présentant des risques en cas d'inondation sont conçus de façon à pouvoir être évacués sans délai en cas d'annonce de crue supérieure à 160 m NGF sur cette zone. Il s'agit notamment des dépôts d'hydrocarbures (gaz-oil, huiles, ...), des installations de distribution, des véhicules et engins.

Les dépôts d'hydrocarbures prévus au dossier sont inclus dans une cuve étanche et rétentrice de capacité suffisante comme indiqué à l'article 7.3.3.2.

Les eaux de ruissellement sont dirigées vers des points bas reliés aux bassins de décantation des eaux de lavage des matériaux.

La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h. Les véhicules chargés sont pesés avant d'emprunter la voie publique, les éventuelles surcharges sont vivement déconseillées.

L'ensemble de l'aire et des installations est maintenu en bon état de propreté et de sécurité.

Les contrôles réglementaires des installations sont effectués selon la périodicité requise conformément au présent arrêté.

Article 8.2.4 Prélèvements et consommation en eau

Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier, sans toutefois dépasser : 75 m³/h ni 75 000 m³/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW.

Compte tenu du débit des installations, le bassin de décantation, implanté conformément au dossier de demande, aura un volume de 45 000 m³. Il doit être régulièrement curé afin d'obtenir une décantation optimale des eaux de lavage. Ce bassin sera comblé en fin d'utilisation.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation des eaux de procédé de l'installation en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu. De même, un dispositif empêchant tout débordement des eaux des bassins de décantation chargées en matière en suspension (MES) avec une concentration supérieure à 35 mg/l, notamment en période de crue, est implanté. »

Article 8.2.5 Surveillance de la pollution atmosphérique

L'exploitant assure une surveillance annuelle de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier transmis à l'inspection des installations classées.

Article 8.2.6 Surveillance des émissions sonores

L'exploitant assure la surveillance des émissions sonores des installations.

Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont effectuées par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.

La fréquence des mesures est annuelle. Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

« ARTICLE 8.3 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA RUBRIQUE 2518-2 (D) »

L'installation de fabrication de béton prêt à l'emploi est implantée et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables à cette installation, relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2518. Elle doit également respecter les dispositions suivantes :

Article 8.3.1 Prélèvements et consommation en eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées une fois par mois quelque soit le débit prélevé. Ce relevé est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service en charge de la police de l'eau.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif anti-retour, évitant en toutes circonstances le retour d'eau éventuellement pollué.

Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les eaux industrielles (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) sont recyclées en fabrication. Le recyclage des autres effluents liquides est privilégié, notamment pour les eaux pluviales.

La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 350 l/m³, en moyenne mensuelle, à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes ou des espaces verts.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect de ce ratio.

Article 8.3.2 Mesure des volumes rejetés et valeurs limites de rejet

À défaut de recyclage, la quantité d'eau industrielle rejetée (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) est mesurée ou à défaut évaluée et enregistrée mensuellement.

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaire font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Article 8.3.3 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Une mesure des concentrations des différents polluants figurant ci-dessous est effectuée, par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement, selon les modalités suivantes :

Paramètres	Valeurs limites	Fréquence pour les effluents rejetés au milieu naturel	Fréquence pour les effluents raccordés
T°	< 30 °C	La fréquence des prélèvements et analyses est semestrielle. Si, à l'issue de deux campagnes semestrielles de mesures consécutives, les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs limites, les prélèvements et analyses sont effectués au moins tous les trois ans. Si pour un des paramètres ci-contre, le résultat de l'analyse est supérieur ou	La fréquence des prélèvements et analyses est annuelle. Si, à l'issue de deux campagnes annuelles de mesures consécutives, les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs limites, les prélèvements et analyses sont effectués au moins tous les trois ans. Si pour un des paramètres ci-contre, le résultat de l'analyse est supérieur ou
pH	5,5 – 9,5		
MES	100 mg/l si ≤ 15 kg/j – 35 mg/l si > 15 kg/j		
Chrome	< 0,1 mg/l		

Chrome hexavalent	< 0,05 mg/l		
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l	égal à la valeur limite autorisée, la fréquence des prélèvements et analyses pour ce paramètre est de nouveau semestrielle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.	égal à la valeur limite autorisée, la fréquence des prélèvements et analyses pour ce paramètre est de nouveau annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les valeurs limites fixées sont à respecter en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration. »

Article 8.3.4 Surveillance de la pollution atmosphérique

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Une campagne de mesure de retombées de poussières est réalisée une fois tous les deux ans, en période correspondant à la plus faible hygrométrie annuelle.

Article 8.3.5 Surveillance des émissions sonores

L'exploitant assure une surveillance des émissions sonores au moins tous les trois ans. Les valeurs limites d'urgence et les niveaux de bruit mesurés sont conformes aux dispositions du chapitre 6.2 de l'arrêté préfectoral n°2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 modifié.

« ARTICLE 8.4 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA RUBRIQUE 2517-2 (D)

L'installation de transit, regroupement ou tri de produit minéraux ou de déchets non dangereux inertes est implantée et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2517. Elle doit également respecter les dispositions suivantes :

La superficie totale de l'aire de transit de produits minéraux a une superficie maximale 9 000 m². Les stocks sont répartis sur l'ensemble du site. Le site fait l'objet d'une zone de transit et de stockage pour permettre de stocker le tout venant et les produits finis (big-bag et sacs de produits minéraux issus des installations de traitement, et des granulats en provenance d'autres sites).

Les stocks ont une hauteur maximale de dix mètres. »

« ARTICLE 8.5 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA RUBRIQUE 4718-2b (DC)

L'installation de stockage de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel est implantée et exploitée conformément aux dispositions des arrêtés ministériels du 7 janvier 2003 et du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables à cette installation, relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 4718. »

Article 11

Les dispositions du chapitre 9.4 « Bilans périodiques » de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 sont complétées par :

« Article 9.4.3 Déclaration et enquête annuelle

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, notamment les points 1 et 9 de son annexe III relatifs aux exploitations de carrières, et les autres points applicables le cas échéant. »

Article 12

Les dispositions du titre 9 « Surveillance des émissions et de leurs effets » de l'arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-170 du 23 décembre 2014 sont complétées par :

« CHAPITRE 9.5 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE DES INSTALLATIONS »

Article 9.5.1 Autosurveillance de la pollution atmosphérique

La surveillance des émissions atmosphériques est effectuée conformément aux dispositions des articles 8.1.7, 8.2.5 et 8.3.4 du présent arrêté et aux dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à ces installations.

Article 9.5.2 Autosurveillance des émissions sonores

La surveillance des émissions sonores est effectuée conformément aux dispositions des articles 8.2.6 et 8.3.5 du présent arrêté et aux dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à ces installations.

Article 9.5.3 Autosurveillance des rejets aqueux

La surveillance des rejets aqueux est effectuée conformément aux dispositions des articles 8.1.5 et 8.3.3 du présent arrêté et aux dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à ces installations. »

Article 13

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code précité, auprès du tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 ORLÉANS Cedex 1 ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr :

1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Cher, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le recours gracieux est adressé à monsieur le préfet du Cher - Place Marcel Plaisant CS 60 022 - 18 020 BOURGES Cedex.

Le recours hiérarchique est adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - direction générale de la prévention des risques - arche de La Défense - Paroi Nord - 92 055 LA DEFENSE CEDEX.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (préfet du Cher) et à son bénéficiaire (société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) « les Orangeons » 36 330 Le Poinçonnet), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 14

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de La Perche et d'Ainay le Vieil et peut y être consultée ;

2° un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de La Perche et d'Ainay le Vieil pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des mairies de La Perche et d'Ainay le Vieil à la préfecture du Cher ;

3° le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 15

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire et les maires de La Perche et d'Ainay-le-Vieil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC).

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

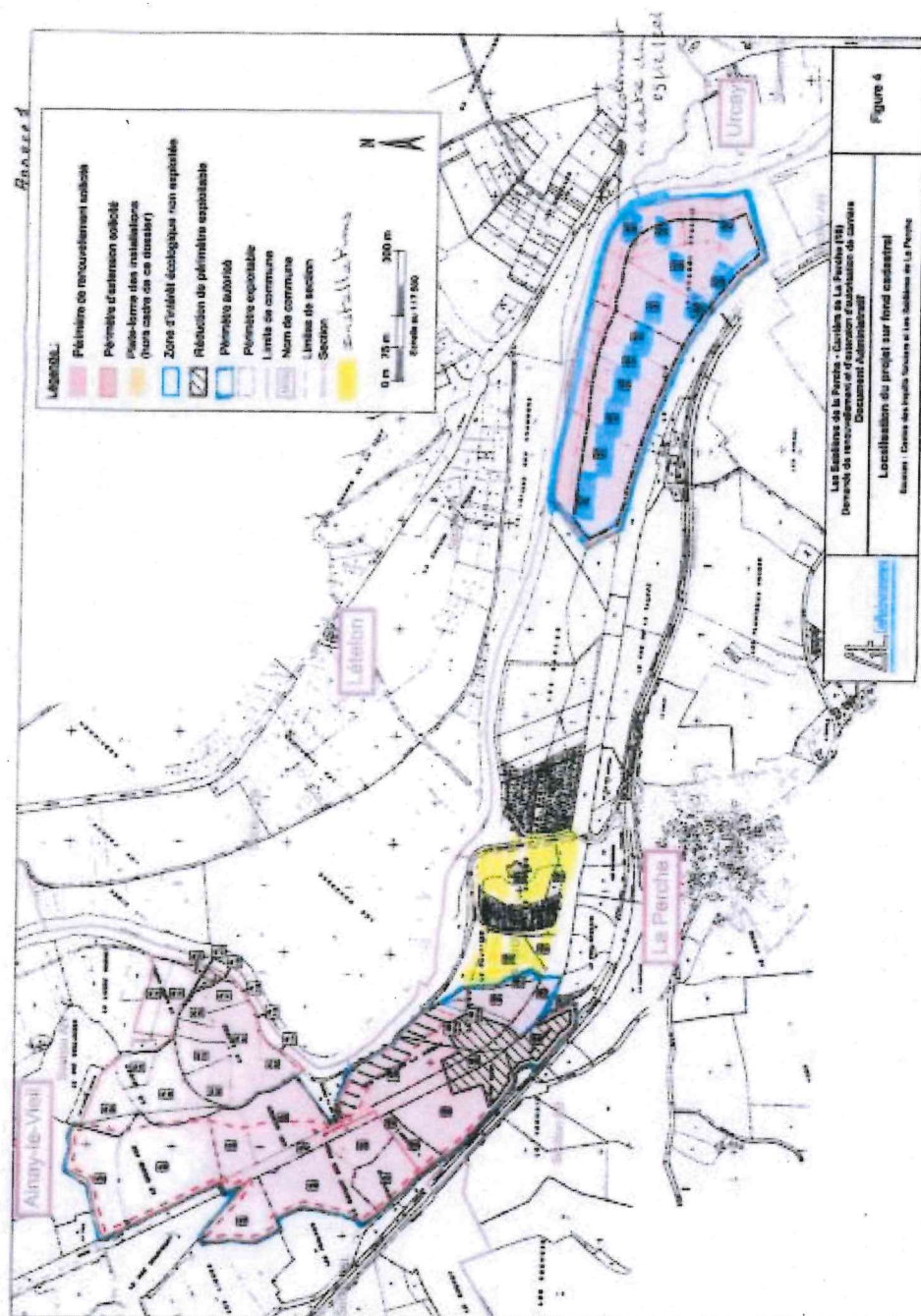


Mohamed ABALHASSANE

ANNEXES

Annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-0327 du 24 mars 2025 portant modification des conditions d'exploiter et autorisant le changement d'exploitant de la carrière de sables et graviers et de ses installations situées aux lieux-dits « la Saulzie, la Grande Saulzie, le Cavalier et les Sables » sur le territoire des communes de La Perche et d'Ainay le Vieil au profit de la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC)

Plan de situation



Plan des installations

